



# FACE LA LOI MACRON, NOUS DEVONS FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX DANS LA RUE

**Contre le gouvernement et le patronat, construisons une opposition des travailleurs !**

Tract PSA Saint-Ouen du 5/03/2015

*Alors que la loi Macron sur « la croissance, l'activité et l'emploi », en discussion à l'assemblée nationale depuis fin janvier, devait être une contre-réforme majeure du quinquennat, promettant au MEDEF, casse du droit du travail, salariés corvéables à souhait, travail du dimanche, tout cela au service du rétablissement des profits du patronat, Hollande et son fidèle lieutenant Valls, ont dû avoir recours au fameux « article 49 alinéa 3 » de la Constitution pour faire passer le texte sans vote.*

## Après l'Union nationale, le 49.3 signe-t-il un affaiblissement du gouvernement ?

Bien qu'Hollande et son gouvernement aient su remettre au goût du jour le Front Républicain après les attentats de janvier, ils ont toutefois démontré des difficultés à gagner le soutien de certains secteurs de la population. Cette fois-ci, c'est au sein de l'assemblée nationale même, que Valls a éprouvé de sérieux problèmes face à ses propres « sauvages » en costume-cravate qui revendiquent le titre de frondeurs. Qu'on soit clair, ces « frondeurs » ne sont en aucun cas une brèche « de gauche » ouverte dans la politique « sociale-libérale » du gouvernement. Benoît Hamon, qui se pose en tête-de-file, mène avant tout une politique tacticienne en vue du prochain congrès du PS, avec pour seule critique la façon dont les « réformes » sont mises en œuvre, tout en validant l'ensemble de la politique patronale menée depuis 2012 par le gouvernement dont il a fait partie.

## Un approfondissement de la loi Macron en préparation ! Les 35h en ligne de mire !

Alors que la loi Macron doit être encore discutée au Sénat, en avril, le gouvernement ne s'arrête pas en si bon chemin. Macron annonce d'ores et déjà une nouvelle étape pour le projet de loi pour la croissance. Il entend ainsi continuer le « travail de co-construction » avec le Parlement et « enrichir le texte ». Le Sénat, quant à lui, n'exclura aucune piste pour « améliorer » la contre-réforme Macron, y compris en proposant la « suppression » des 35 heures ou « son aménagement » dans le cadre des accords dits « défensifs ». Autant dire que le gouvernement et le patronat ne comptent pas s'arrêter là pour faire payer la crise de leur système capitaliste aux travailleurs !



MACRON ILLETTRE !



## Face aux attaques du gouvernement et du patronat, luttons pour nos salaires et nos conditions de travail !

Attendre que le gouvernement et le MEDEF détricotent un à un nos acquis sociaux est criminel, plus encore s'il s'agit d'attendre qu'une fraction du PS réorganise une nouvelle majorité rose-rouge-verte. C'est dans la rue, dans les mobilisations et dans les entreprises, et surtout pas à l'assemblée que nous ferons entendre nos intérêts.

De nombreuses luttes ont lieu actuellement pour les augmentations de salaires et le maintien de nos conditions de travail. Avec, par exemple, l'entrée en grève de 1300 postiers bas-normands contre les projets de réorganisation anti sociales de La poste. C'est aussi les « petites mains » de Paris 8, les salarié-e-s qui font tourner l'université, qui sont en grève depuis le 19 janvier contre les bas salaires et contre la précarité.

Seul un front uni, compact et soudé, contre cette loi centrale du gouvernement, serait en capacité de le faire plier. C'est pour cela que nous appelons à la journée de grève nationale interprofessionnelle organisé le 9 avril par la CGT, FO et Solidaires pour lutter contre le gouvernement et le patronat qui ne cessent de baisser nos salaires et de dégrader nos conditions de travail. Pour cela, c'est avec l'ensemble du monde du travail et la jeunesse qu'il nous faudra organiser la riposte !

## **PSA utilise les congés séniors pour réduire les effectifs**

Dans la continuité de « l'accord de compétitivité » anti social signé avec la fameuse méthode du « dialogue social » en octobre 2013, la direction de PSA présente maintenant sa « politique pour l'emploi pour 2015 ». L'objectif, imposer 1500 « congés séniors », autrement dit vider l'entreprise d'une partie de ses salariés considérés comme « trop coûteux » mais aussi de certains considérés comme « trop dangereux », autrement dit les militants syndicaux combattifs. Ce sont ainsi beaucoup d'anciens ouvriers d'Aulnay qui sont visés par ce plan, fort de leur expérience de lutte acquise pendant la grève contre la fermeture de l'usine en 2013.

A Saint-Ouen, près de 90 collègues s'apprêtent à partir en « congés séniors », alors même que la direction organise en parallèle la suppression de dizaines de références des catalogues, justement pour créer le sureffectif dont elle se plaint. A Saint-Ouen comme à Poissy et sur l'ensemble des sites PSA, la politique de la direction, c'est la réduction des effectifs, la précarité et la dégradation de nos conditions de travail ! Pour faire cesser les attaques anti-ouvrières, d'une direction qui ne souhaite que le rétablissement de ses profits sur notre dos, nous devons lutter pour le maintien de tous les emplois et des postes de travail aux côtés des sous-traitants et de tous les intérimaires !

## **Brésil : victoire des ouvriers de General Motors contre les licenciements**

Après une grève de six jours, les travailleurs de l'usine GM à São José dos Campos, au Brésil, ont obtenu l'annulation de 798 licenciements. Depuis le début de l'année, deux des plus grands constructeurs automobiles installés au Brésil, Volkswagen et General Motors ont tenté de procéder à des licenciements massifs. Deux fois, des grèves massives bloquant la production les en ont empêché.

La réponse des travailleurs de l'automobile contre les plans de licenciements arrive à un moment d'instabilité du gouvernement de Dilma Rousseff. Depuis janvier, le gouvernement a mis en route une série d'attaques et est en train de faire face à plusieurs grèves.

En s'appuyant sur un article de la constitution qui permet d'adopter des lois sans être votées par les députés (ça vous rappelle quelque chose?), le gouvernement s'est attaqué à l'assurance chômage. Il prévoit aussi une hausse du prix de l'électricité (27%) et de l'essence (8%). Ces mesures font partie d'une série d'attaques, censées relancer l'économie. Heureusement, elles ne sont pas passées inaperçues. Les enseignants du Paraná, au sud du Brésil, sont toujours en grève et ont réussi à empêcher le

vote d'une loi qui attaque leur statut. Les routiers ont bloqué différentes autoroutes contre la hausse des tarifs, et les travailleurs de l'automobile se sont mis en grève contre les licenciements.

Entre 2012 et la fin 2014, l'usine GM au Brésil avait déjà licencié près de 2400 ouvriers. Pour l'année 2015, la direction avait prévu 798 licenciements, mais les travailleurs ont dit NON. Avec un accord de fin de grève qui prévoit, malgré la suspension du contrat de travail de 650 ouvriers pendant cinq mois, le maintien de l'emploi, les travailleurs ont montré qu'il est possible de s'opposer aux licenciements.

## **LE 8 MARS REPRENONS LA RUE EN DEFENSE DU DROIT DES FEMMES**

Les politiques d'austérité frappent les femmes de plein fouet : toujours moins payées que les hommes, elles sont aussi les premières victimes de la précarité : temps partiels imposés, contrat précaires, travail de nuit. Et la loi Macron ne fera que dégrader encore un peu plus cette situation. En favorisant la généralisation de contrats avec moins de garanties et de protections pour les salariéEs, tout en détériorant les conditions de travail, cette loi renforcera les situations de dépendances économiques pour les femmes, vis-à-vis de l'employeur ou de l'entourage.

Le 8 mars, nous manifesterons également contre la casse des services publics qui, en fermant les centres de santé, les maternités, les centres d'IVG et les crèches, affecte en premier lieu les femmes travailleuses, qui n'ont pas les moyens de recourir à des services privés pour se soigner ou faire garder leurs enfants. C'est ainsi que de nombreuses femmes se voient contraintes à arrêter de travailler faute de place en crèche, augmentant leur précarité et leur dépendance économique.

Des femmes luttent pour défendre leurs conditions de vie et de travail : à l'image des salariées de l'université Paris 8 ou des hôtels pour des augmentations de salaires, ou encore les coiffeuses sans papier du boulevard de Strasbourg à Paris qui occupent leur salon depuis près de 3 mois pour obtenir leur régularisation et des conditions de travail dignes.

Parce que le combat contre le capitalisme est étroitement lié au combat contre un système patriarcal qui utilise l'oppression des femmes, la défense des droits et des conditions de travail des femmes est l'affaire de tous. C'est en ce sens que le NPA appelle l'ensemble des travailleur-se-s à descendre dans la rue le 8 mars.